

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACÉ SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISSANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France, et Colonies	35 fr.	20 fr.
Stranger	50 fr.	30 fr.
Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro

Au comptant, à l'imprimerie	1 fr. 50
Par porteur ou par la poste	
Togo, France et Colonies	1 fr. 75
Etranger	Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr.
Minimum	10 fr.
La page	200 fr.
Chaque annonce répétée	moitié prix ; minimum 10 fr.

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 9 septembre — Décret-loi prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or. 454
- 9 septembre — Décret rendant applicable aux colonies et territoires africains sous mandat le décret-loi prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or. 455
- 9 septembre — Décret fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or. 455
- 9 septembre — Arrêté interministériel précisant les opérations prohibées et autorisées. 458
- 9 septembre — Arrêté interministériel relatif aux intermédiaires. 462
- 9 septembre — Arrêté interministériel relatif au contrôle douanier. 464
- 9 septembre — Décret relatif au règlement des importations et des exportations en temps de guerre. 467

(Arrêté de promulgation n° 507 du 25 septembre 1939).

ACTES DU POUVOIR LOCAL

1939

- 12 septembre — N° 2844 c. m. — Arrêté du Haut-Commissaire de la République au Togo portant rappel sous les drapeaux des réservistes indigènes de la 2^e portion des classes 1937-1938 1939. 468

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ARRETE N° 507 promulguant au Togo le décret-loi, les trois décrets et les trois arrêtés interministériels du 9 septembre 1939, relatifs à la prohibition ou à la réglementation en temps de guerre dans les colonies et territoires africains sous mandat de l'exportation des capitaux des opérations de change et du commerce de l'or.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,
OFFICIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 6 mars 1877 tendant à rendre applicable le code pénal aux colonies autres que les Antilles et la Réunion;

Vu le décret du 22 mai 1924 fixant la législation applicable au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires africains sous mandat le décret-loi prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées et autorisées;

Vu l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 relatif aux intermédiaires;

Vu l'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier;

Vu le décret du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et des exportations en temps de guerre;

Vu le câblogramme n° 22 du 11 septembre 1939 du ministre des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France :

1° — Le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

2° — Le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires africains sous mandat le décret-loi prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

3° — Le décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi prohibant et réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

4° — L'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 précisant les opérations prohibées et autorisées;

5° — L'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 relatif aux intermédiaires;

6° — L'arrêté interministériel du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier;

7° — Le décret du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et des exportations en temps de guerre.

ART. 2. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans tous les bureaux de cercles et de subdivisions ainsi que dans tous les bureaux de postes.

ART. 3. — Le procureur de la République, l'administrateur-maire de Lomé, les commandants de cercle, les chefs de subdivision, le directeur de la police, commissaire de police de Lomé et tous les agents assermentés à cet effet sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 25 septembre 1939.

L. MONTAGNÉ.

DECRET-LOI prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'exportation des capitaux est prohibée sous quelque forme que ce soit, sauf autorisation du ministre des finances.

Le ministre des finances peut déléguer ses pouvoirs pour la délivrance des autorisations visées ci-dessus.

Des décrets pris en conseil des ministres sur la proposition du ministre des finances définiront les opérations qui seront considérées comme constituant une exportation de capitaux aux termes du présent article.

ART. 2. — Les opérations de change autorisées en application de l'article précédent sont traitées obligatoirement par l'intermédiaire de la banque de France ou des établissements de banque et agents de change spécialement agréés par le ministre des finances, sur proposition du gouverneur de la banque de France.

Pourront être assujetties par décret à la même réglementation les opérations d'achat, de vente, de cession ou de transfert réel ou en garantie portant sur les valeurs mobilières étrangères et les autres titres étrangers de propriété ou de créance.

ART. 3. — Toutes cessions, négociations et autres opérations portant sur les matières d'or sont subordonnées à l'autorisation de la banque de France.

L'importation et l'exportation des matières d'or sont prohibées, sauf autorisation de la banque de France.

ART. 4. — Des décrets pris en conseil des ministres pourront édicter toutes prohibitions, obligations et réglementations en vue de mettre en œuvre les dispositions du présent décret-loi, et désigneront les autorités qualifiées pour constater les infractions.

Les infractions aux dispositions du présent décret-loi et des décrets rendus pour son exécution, ainsi que la tentative de ces mêmes infractions, sont punies d'une amende de 100 à 100.000 francs, qui peut, toutefois, être élevée au montant de la somme sur laquelle a porté la fraude ou la tentative de fraude s'il est supérieur au maximum prévu, et d'un emprisonnement de 1 à 6 mois, ou de l'une de ces deux peines seulement. En cas de récidive, la peine d'emprisonnement est de 6 mois à 5 ans. La poursuite de ces infractions ne peut être exercée que sur la plainte du ministre des finances.

Les billets de banque, espèces, valeurs, titres et matières faisant l'objet d'infractions peuvent être saisis lors de la constatation de l'infraction. Toutefois le ministre des finances peut en décider la restitution.

Lorsque les infractions aux dispositions du présent décret-loi et des décrets rendus pour son exécution consistent dans des infractions aux prescriptions qui doivent être observées vis-à-vis de l'administration des douanes pour leur application, elles sont, indépendamment des sanctions prévues ci-dessus, constatées, réprimées et poursuivies comme en matière de douane.

Les divers droits de communication prévus au bénéfice des administrations fiscales par les lois en vigueur peuvent être exercés en vue de l'application du présent décret-loi.

ART. 5. — Le présent décret-loi est applicable à l'Algérie.

A partir du moment où des dispositions analogues auront été rendues exécutoires en Tunisie, le territoire de la Régence sera, comme celui de l'Algérie, assimilé à celui de la Métropole pour l'application du présent décret-loi.

Des décrets, contresignés par le ministre des finances et le ministre des colonies, fixeront les conditions dans lesquelles les dispositions du présent décret-loi seront appliquées dans les colonies françaises et les territoires africains sous mandat français.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des affaires étrangères,
Georges BONNET.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

DECRET rendant applicable aux colonies et territoires africains sous mandat le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or sont applicables aux colonies et territoires africains sous mandat.

Toutefois, les autorisations prévues par l'article 3 dudit décret-loi sont accordées par le ministre des colonies, qui peut déléguer ses pouvoirs aux chefs des colonies et territoires sous mandat relevant de son département.

ART. 2. — Des décrets contresignés par le ministre des colonies et le ministre des finances fixeront les conditions d'application, dans les colonies et territoires africains sous mandat, du décret-loi visé ci-dessus.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

DECRET fixant les conditions d'application aux colonies et territoires africains sous mandat du décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable aux colonies et territoires africains sous mandat français le décret-

loi susvisé prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre des finances et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

TITRE PREMIER

EXPORTATION DES CAPITAUX

ARTICLE PREMIER. — Sont considérés comme exportation de capitaux et sont prohibés, sauf autorisation délivrée dans les conditions prévues au présent décret, en vertu de l'article premier du décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or et de l'article premier du décret du 9 septembre 1939 rendant applicable ledit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat :

1^o — L'acquisition d'avoirs mobiliers ou immobiliers et de droits quelconques situés en dehors de la France, des colonies et territoires africains sous mandat ou exprimés en monnaies étrangères, à moins qu'ils soient cédés par les personnes visées à l'article 2 ci-dessous et que l'opération soit réalisée en France, dans les colonies ou dans les territoires africains sous mandat;

2^o — Le fait de laisser en dehors de la France, des colonies et des territoires africains sous mandat ou de conserver en devises ou monnaies étrangères tout ou partie du produit de l'exportation de marchandises ou de la rémunération de services rendus à l'étranger, ainsi que tout ou partie de tous produits ou revenus encaissés à l'étranger;

3^o — L'exportation, pour toutes destinations, hors d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat, de toutes valeurs, droits incorporels, titres de créance et titres de propriété, tels que notamment les pièces de monnaie et billets de banque français, coloniaux et étrangers et les valeurs mobilières de toutes catégories;

4^o — Lorsqu'elles sont effectuées autrement que dans les conditions déterminées au titre II du présent décret, les opérations de change réalisées dans les colonies et territoires africains sous mandat ou par les personnes visées à l'article 2.

ART. 2. — Les prohibitions prévues aux paragraphes 1^{er} et 2 de l'article précédent s'appliquent seulement aux personnes physiques résidant dans les colonies et territoires africains sous mandat et aux personnes morales françaises ou étrangères pour leurs établissements dans les colonies et territoires africains sous mandat.

ART. 3. — Les personnes physiques de nationalité étrangère ne résidant pas en France, dans les colonies ou territoires africains sous mandat, ainsi que les personnes morales étrangères pour leurs établissements situés en dehors de la France, des colonies et territoires africains sous mandat, peuvent être autorisées à transférer les espèces, valeurs ou biens possédés par elles dans les colonies et territoires africains sous mandat, ou la contre-valeur de ces valeurs ou biens, sous réserve qu'elles justifient que ces espèces, valeurs ou biens leur appartenaient le jour de la promulgation du décret-loi précité.

Les mêmes personnes peuvent être autorisées à transférer les espèces, valeurs ou biens acquis par elles postérieurement au moyen de fonds dont la provenance étrangère est dûment justifiée, ainsi que les espèces constituées et les valeurs ou biens acquis au moyen des revenus de tous valeurs ou biens possédés dans les colonies et territoires africains sous mandat.

Les personnes physiques de nationalité française ne résidant pas en France, dans les colonies et territoires africains sous mandat, ainsi que les personnes morales françaises pour leurs établissements situés en dehors de la France, des colonies et des territoires africains sous mandat peuvent également bénéficier des autorisations prévues aux deux alinéas qui précèdent.

Les autorisations nécessaires pour l'application du présent article sont délivrées dans les conditions prévues aux articles 12 et suivants.

ART. 4. — Les offices coloniaux des changes prévus à l'article 12 sont autorisés à acquérir toutes les devises étrangères et créances sur l'étranger visées à l'article 13.

Les intéressés sont tenus de céder aux offices coloniaux des changes le produit en monnaies étrangères des encaissements visés à l'article premier, paragraphe 2°. Le rapatriement des sommes provenant de l'exportation de marchandises est opéré dans les conditions fixées par le décret en date du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et exportations.

ART. 5. — Les offices coloniaux des changes sont autorisés à délivrer des devises :

1° — Pour le règlement des marchandises importées dans les colonies et territoires africains sous mandat dans les conditions prévues par le décret en date du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et exportations;

2° — Pour le paiement de dettes provenant d'engagements ou de faits de toute nature antérieure au 11 septembre 1939. Toutes vérifications utiles sont faites par les offices coloniaux des changes quant à la réalité des opérations dont il s'agit;

3° — Pour les frais de voyage à l'étranger dans les limites fixées à l'article 6.

ART. 6. — Toute personne quittant le territoire d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat est tenue de justifier à la sortie qu'elle n'emporte aucune des espèces, billets, titres, valeurs, etc... dont l'exportation est prohibée aux termes de l'article premier du présent décret.

Toutefois, lesdites personnes peuvent être autorisées à emporter des chèques ou lettres de crédit ou tous autres titres de même nature, ainsi que des billets ou espèces français, coloniaux ou étrangers, dans les conditions suivantes :

1° — S'il s'agit de personnes ne résidant pas dans la colonie ou le territoire africain sous mandat, à concurrence au maximum du montant dont elles étaient détentrices à leur entrée dans la colonie ou le territoire africain sous mandat; en ce qui concerne les personnes se trouvant dans une colonie ou un territoire africain sous mandat au jour de la mise en vigueur du présent décret, des dispositions transitoires seront prises dans les arrêtés prévus à l'article 9;

2° — S'il s'agit de personnes résidant dans la colonie ou le territoire africain sous mandat, sur présentation de leur passeport, visé s'il y a lieu par l'autorité compétente, et dans la mesure où les demandes présentées sont compatibles avec leur situation personnelle, sans que, toutefois, les montants autorisés puissent dépasser 5.000 francs par personne au départ. Elles peuvent, en cas de séjour prolongé et sous réserve des mêmes justifications, être autorisées à recevoir ultérieurement des sommes supplémentaires, sans que celles-ci puissent dépasser 10.000 francs par mois de séjour à l'étranger. Pour toutes sommes supérieures, une décision du ministre des colonies est nécessaire.

ART. 7. — Dans tous les cas autres que ceux visés aux articles 3, 5 et 6 précédents, les offices coloniaux des changes ne délivrent de devises que pour les opérations autorisées par le ministre des colonies. Les autorisations sont données, suivant les cas, par arrêtés ou par décisions particulières.

ART. 8. — L'importation des billets de banque français et coloniaux pourra être réglementée par arrêtés pris conjointement par le ministre des colonies et le ministre des finances.

ART. 9. — Toute personne est tenue, à l'entrée et à la sortie d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat, de fournir une déclaration des espèces, billets, titres, valeurs, etc... dont elle est porteur. Les conditions d'application de ce contrôle seront fixées par arrêtés pris conjointement par le ministre des colonies et le ministre des finances.

ART. 10. — L'émission de mandats, virements et tous articles d'argent postaux ou télégraphiques à destination des pays de protectorat, de la Syrie et du Liban et des pays étrangers est subordonnée à l'autorisation des offices coloniaux des changes donnée dans les conditions et les limites fixées par les articles 3, 5, 6 et 7.

ART. 11. — Les envois chargés ou recommandés, de toute nature, à destination de la France, des colonies françaises, des pays de protectorat, des pays sous mandat français et des pays étrangers doivent être présentés ouverts à l'employé des postes chargé de les recevoir et doivent être fermés en sa présence après vérification de leur contenu.

TITRE II

OFFICES DES CHANGES.

ART. 12. — La délivrance des autorisations prévues par l'article premier du décret-loi du 9 septembre 1939 susvisé est assurée, dans chaque colonie ou territoire africain sous mandat, conformément aux dispositions du présent décret, par la banque coloniale d'émission, qui devra instituer un service spécial fonctionnant comme office colonial des changes. Ce service opère pour le compte et sous la responsabilité de l'État, sous le contrôle et conformément aux instructions de l'office des changes de la métropole, dans le cadre d'instructions données conjointement par les ministres des colonies et des finances.

Les offices coloniaux des changes peuvent faire appel à la collaboration d'établissements de banque désignés par décisions conjointes du ministre des colonies et du ministre des finances, ces désignations étant révocables à tout moment.

Ils ont le droit d'obtenir le concours des administrations publiques et notamment de celles qui, aux termes de la législation en vigueur, ont reçu le droit de communication.

ART. 13. — Les opérations de change visées à l'article 2 du décret-loi du 9 septembre 1939 susvisé comprennent toutes les opérations ayant pour objet l'achat, la vente, la cession, le transfert et l'encaissement de devises étrangères, d'avoirs en monnaie étrangère et de créances à vue ou à court terme sur l'étranger, notamment les pièces de monnaie, à l'exclusion des pièces de monnaie d'or, qui sont soumises aux dispositions de l'article 3 du décret-loi précité, les billets de banque étrangère, chèques, traites, effets, coupons, arrérages, droits de souscription, etc...

ART. 14. — Les opérations visées à l'article précédent ne peuvent être traitées que par l'intermédiaire des offices coloniaux des changes prévus par l'article 12 ou des établissements de banque spécialement autorisés par le ministre des colonies et le ministre des finances.

ART. 15. — Les intermédiaires agréés en exécution de l'article 14 doivent tenir un répertoire sur papier non timbré, coté et paraphé par la même autorité que les livres de commerce, sur lequel ils inscrivent, jour par jour, sans blancs ni interlignes, chacune des opérations effectuées pour leur compte personnel ou pour le compte de tiers. Les mêmes intermédiaires doivent fournir, chaque jour, à l'office colonial des changes un relevé détaillé des opérations consignées sur ce répertoire.

Des arrêtés pris conjointement par le ministre des colonies et le ministre des finances détermineront le modèle du répertoire visé ci-dessus.

ART. 16. — Les intermédiaires agréés doivent présenter à toute réquisition des agents qui seront désignés par le ministre des colonies et le ministre des finances, les répertoires visés à l'article 15, ainsi que leur comptabilité et tous documents annexes.

Toute personne physique ou morale se livrant à des opérations de banque quelconques ou à des transactions commerciales avec l'étranger, est également tenue de présenter sa comptabilité et tous documents annexes aux agents ci-dessus visés.

Les personnes physiques ou morales se livrant à des opérations de banque quelconques pourront être assujetties, par arrêté pris conjointement par le ministre des colonies et le ministre des finances, à l'obligation de déclarer aux offices coloniaux des changes les opérations effectuées par leur entremise pour le compte de personnes physiques ne résidant pas en France, dans les colonies et territoires africains sous mandat, ou de personnes morales pour leurs établissements situés en dehors de la France, des colonies et territoires africains sous mandat.

ART. 17. — Les agents dont la désignation est prévue à l'article précédent ont le droit de demander à tous les services publics, tant de leur fournir tous les renseignements qui leur sont nécessaires, que d'exercer sans ce but tous les droits de communication autorisés par les lois en vigueur.

TITRE III

COMMERCE DE L'OR

ART. 18. — Les matières d'or visées aux alinéas 1^{er} et 2^e de l'article 3 du décret-loi du 9 septembre 1939 susvisé comprennent notamment :

L'or monnayé, qu'il s'agisse de monnaies françaises ou étrangères;

L'or en barres ou en lingots, c'est-à-dire les masses d'or fondu, ainsi que les plaques d'or laminé ou plané, quels qu'en soient le poids et le titre;

L'or, à usage industriel ou autre, en fils, feuilles, poudre, ainsi que les déchets et objets d'or.

ART. 19. — Les opérations subordonnées à l'autorisation préalable du ministre des colonies en application de l'article 3 du décret-loi du 9 septembre 1939 et du deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1939 sont notamment les suivantes :

1^o — Les achats et les ventes de matières d'or;

2^o — Les contrats de dépôt portant sur des matières d'or;

3^o — Les contrats de gage portant sur des matières d'or, quels que soient le lieu de détention du gage et l'opération en vue de laquelle il est constitué;

4^o — L'importation de matières d'or dans une colonie ou un territoire africain sous mandat et l'exportation de matières d'or hors d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat.

ART. 20. — Les dispositions du premier alinéa de l'article 3 du décret-loi du 9 septembre 1939 et du deuxième alinéa de l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1939 s'appliquent aux opérations réalisées dans les colonies et territoires africains sous mandat, ou par les personnes physiques résidant dans les colonies et territoires africains sous mandat et les personnes morales françaises et étrangères pour leurs établissements dans les colonies et territoires africains sous mandat.

ART. 21. — Les autorisations prévues par l'article 1^{er} alinéa 2 du décret du 9 septembre 1939 sont délivrées par l'intermédiaire des banques coloniales d'émission.

TITRE IV

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 22. — Les opérations de change entre les colonies et les territoires africains sous mandat d'une part, et la France d'autre part, ainsi que les opérations de change des colonies et territoires africains sous mandat entre eux, sont traitées obligatoirement par l'intermédiaire des offices coloniaux des changes, ou des intermédiaires agréés, sous le contrôle et conformément aux instructions de l'office des changes de la métropole, dans le cadre d'instructions données conjointement par les ministres des colonies et des finances.

ART. 23. — Le territoire de l'Algérie est assimilé à celui de la métropole pour l'application du présent décret.

A partir du moment où les dispositions analogues auront été rendues exécutoires en Tunisie, le territoire de la Régence sera, comme celui de l'Algérie, assimilé à celui de la métropole pour l'application du présent décret.

ART. 24. — A mesure que des dispositions analogues seront rendues exécutoires au Maroc, en Syrie et au Liban :

1^o — Les prohibitions prévues aux paragraphes 1^{er} et 2^e de l'article 1^{er} du présent décret seront supprimées dans les relations entre les colonies et territoires africains sous mandat, d'une part, et, d'autre part, le Maroc, la Syrie et le Liban;

2^o — L'émission des mandats, virement et tous articles d'argent postaux ou télégraphiques à destination

du Maroc, de la Syrie et du Liban cessera d'être subordonnée à l'autorisation des offices coloniaux des changes;

3° — Les opérations de change entre les colonies et territoires africains sous mandat, d'une part, le Maroc, la Syrie et le Liban, d'autre part, seront traitées obligatoirement par l'entremise des offices coloniaux des changes, de la banque d'Etat du Maroc, de la banque de Syrie et du Liban ou des intermédiaires agréés, sous le contrôle et conformément aux instructions de l'office des changes de la métropole, dans le cadre d'instructions données conjointement par les ministres des colonies et des finances.

ART. 25. — Les agents habilités à constater les infractions aux dispositions du décret-loi du 9 septembre 1939, du décret du 9 septembre 1939 et des décrets rendus pour leur exécution sont :

1° — Les officiers de police judiciaire;

2° — Les agents des douanes;

3° — Les autres agents des administrations financières auxquels la réglementation locale a conféré le droit de communication en matière fiscale.

En cas de constatation effectuée par les officiers de police judiciaire, les procès-verbaux sont transmis au chef de la colonie ou du territoire africain sous mandat qui saisit le parquet quand il le juge à propos.

ART. 26. — Des arrêtés du ministre des colonies, pris après accord du ministre des finances, régleront, dans chaque colonie ou territoire africain sous mandat les modalités d'application du présent décret.

ART. 27. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre des colonies et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*
Edouard DALADIER.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ARRETE interministériel précisant les opérations prohibées ou autorisées.

LE MINISTRE DES COLONIES, LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939 prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939 rendant applicable ledit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret du 9 septembre 1939 fixant les conditions d'application dudit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat;

ARRETENT:

TITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER. — Dans le présent arrêté on entend par :

« Métropole », le territoire formé par la France, l'Algérie, la Tunisie et la Principauté de Monaco;

« France », le territoire formé par la métropole, les colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français;

« Personnes considérées comme françaises », les personnes physiques résidant habituellement dans la métropole ou dans les colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français et les personnes morales pour leurs établissements dans la métropole ou dans les colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français;

« Personnes considérées comme étrangères », les personnes physiques résidant habituellement hors de la métropole et des colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français, et les personnes morales pour leurs établissements hors de la métropole et des colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français;

« Moyens de paiement », les pièces de monnaie françaises, coloniales ou étrangères, les billets de banque français, coloniaux ou étrangers, les chèques, lettres de crédit, traites, effets, coupons, arrérages, droits de souscription, et toutes autres créances à vue ou à court terme de même nature, quelle que soit la monnaie dans laquelle ils sont libellés;

« Devises étrangères », les pièces de monnaie étrangères, les billets de banque étrangers, les chèques, lettres de crédit, traites, effets, coupons, arrérages, droits de souscription, libellés en monnaies étrangères, et toutes autres créances à vue ou à court terme de même nature libellées en monnaies étrangères;

« Biens en France », les biens mobiliers ou immobiliers se trouvant en France, les valeurs mobilières françaises, les droits existant en France, et toutes propriétés en France ou créances sur la France, à l'exclusion toutefois des avoirs et créances constituant des moyens de paiement;

« Biens à l'étranger », les biens mobiliers ou immobiliers se trouvant à l'étranger, les valeurs mobilières étrangères, les droits existant à l'étranger, et toutes propriétés à l'étranger ou créances sur l'étranger, à l'exclusion toutefois des avoirs et créances constituant des devises étrangères.

ART. 2. — Le présent arrêté précise le régime auquel sont soumises les opérations de change et les principales opérations se rattachant à l'exportation des capitaux et au commerce de l'or. Dans l'ensemble, ce régime est différent suivant que les opérations sont effectuées par des personnes considérées comme françaises, ou par des personnes considérées comme étrangères.

TITRE II

OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR LES PERSONNES CONSIDÉRÉES COMME FRANÇAISES

ART. 3. — Sont prohibées, sans possibilité de dérogation, les opérations suivantes :

a) Vente et achat de devises étrangères à d'autres personnes que l'office colonial des changes, que ces opérations soient réalisées en France ou à l'étranger;

b) Opérations de change, de transfert ou de virement entre une colonie ou un territoire africain sous

mandat, d'une part, et, d'autre part, la métropole, les pays de protectorat et les autres colonies et territoires africains sous mandat, lorsqu'elles ne sont pas effectuées par l'entremise des banques d'émission des territoires intéressés ou d'intermédiaires agréés, ou par mandats, virements et autres articles d'argent postaux ou télégraphiques.

ART. 4. — Sont prohibées, sauf dérogation spéciale qui doit être demandée pour chaque opération à l'office colonial des changes, sur formule conforme à l'annexe n° 1, les opérations suivantes :

a) Exportation hors de la colonie ou du territoire africain sous mandat de moyens de paiement, sous réserve des dispositions relatives aux personnes se rendant hors d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat (voir art. 5 al. d) ci-dessous);

b) Exportation hors de colonie ou du territoire africain sous mandat de valeurs mobilières et de tous titres de propriété ou de créance n'entrant pas dans la catégorie des moyens de paiement;

c) Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes pour des motifs autres que ceux prévus à l'art. 5 al. a), b) et c) ci-dessous (Règlement d'importations de l'étranger, de dettes envers l'étranger et de frais de voyage à l'étranger);

d) Acquisition de biens à l'étranger réalisée à l'étranger. N'est pas toutefois considérée comme une acquisition l'opération consistant dans le remploi de biens déjà possédés à l'étranger par la même personne à la date du 11 septembre 1939 (voir art. 5 al. f) ci-dessous);

e) Acquisition de biens à l'étranger réalisée en France, si le vendeur est une personne considérée comme étrangère;

f) Détention, en France ou hors de France, passé les délais prévus pour la cession à l'office colonial des changes, de devises étrangères résultant, soit du paiement d'exportations de marchandises à l'étranger, soit de la rémunération de services rendus à l'étranger, soit de produits ou revenus à l'étranger;

g) Fait d'accepter le règlement en francs, par le débiteur, d'exportations de marchandises à l'étranger, ou de la rémunération de services rendus à l'étranger, ou de produits ou revenus à l'étranger, si les avoirs en francs utilisés ne sont pas des avoirs transférables appartenant à des personnes considérées comme étrangères (voir art. 9 al. a) ci-dessous);

h) Toutes cessions, négociations, importations, exportations ou autres opérations portant sur les matières d'or, telles que ces opérations sont définies par le titre III du décret du 9 septembre 1939 visé ci-dessus. Les dérogations doivent être demandées, pour chaque opération, non à l'office colonial des changes, mais à la banque d'émission, sur formule conforme aux annexes nos 3 et 4.

ART. 5. — Sont autorisées, sous réserve de justifications, les opérations suivantes :

a) Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes pour le règlement d'importations de marchandises étrangères en France. Les conditions dans lesquelles les autorisations sont demandées et les justifications fournies sont déterminées par le décret du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et exportations;

b) Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes pour le paiement de toute dette envers l'étranger si la dette provient d'engagements ou de faits de toute nature antérieurs à la date du 11 septembre 1939 ou si une autorisation générale a été

délivrée par l'office colonial des changes au moment où la dette a été contractée. Les demandes sont présentées, pour chaque opération, à l'office colonial des changes sur formule conforme à l'annexe n° 1, et appuyées des pièces justificatives jugées nécessaires par l'office colonial des changes;

c) Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes pour frais de voyage à l'étranger, dans les limites fixées à l'article 6, paragraphe 2° du décret du 9 septembre 1939 visé ci-dessus. Les demandes sont présentées, pour chaque opération, à l'office colonial des changes sur formule conforme à l'annexe n° 1, et appuyées des pièces justificatives jugées nécessaires par l'office colonial des changes;

d) Exportations des moyens de paiement hors de la colonie ou du territoire africain sous mandat, par les personnes se rendant hors de la colonie ou du territoire africain sous mandat, dans les limites fixées par l'office colonial des changes et sous réserve des formalités prévues par l'arrêté du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier;

e) Acquisition de biens à l'étranger réalisée en France, à condition que le vendeur soit une personne considérée comme française. L'acquéreur et le ou les intermédiaires doivent pouvoir justifier, à toute réquisition des autorités compétentes, que le vendeur était une personne considérée comme française ou que l'achat (s'il s'agit de valeur mobilière) a été réalisé en bourse;

f) Achat de biens à l'étranger réalisé à l'étranger à titre de remploi. L'acheteur doit pouvoir justifier, à toute réquisition des autorités compétentes, que l'opération constitue le remploi de biens à l'étranger qui lui appartenaient déjà à la date du 11 septembre 1939;

g) Vente en bourse en France de valeurs mobilières étrangères. Justification doit être fournie par le vendeur à l'agent de change, préalablement à la vente, qu'il est une personne considérée comme française;

h) Encaissement en francs des créances énumérées aux alinéas a et b de l'article 6 ci-dessous, quand les avoirs utilisés sont des avoirs transférables appartenant à des personnes considérées comme étrangères (voir article 9 alinéa a ci-dessous).

ART. 6. — Sont autorisées sans justifications et doivent seulement donner lieu, le cas échéant, à l'accomplissement de certaines formalités, les opérations suivantes :

a) Encaissement de devises étrangères provenant de l'exportation de marchandises à l'étranger, sous réserve de cessions des devises à l'office colonial des changes dans les conditions fixées par le décret du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et exportations;

b) Encaissement du montant en devise étrangère de la rémunération de services rendus à l'étranger ou de produits ou revenus à l'étranger, sous réserve de cessions des devises à l'office colonial des changes, dans un délai de deux mois au maximum à compter du jour de l'encaissement;

c) Vente, cession, transfert réel ou en garantie portant sur des biens à l'étranger, que l'opération soit réalisée en France ou à l'étranger, à moins qu'il s'agisse d'une vente en bourse en France de valeurs mobilières étrangères (voir article 5, alinéa g ci-dessus);

d) Importation dans la colonie ou le territoire africain sous mandat de moyens de paiement, sous réserve des formalités prévues par l'arrêté du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier si ces moyens de paiement sont introduits par des voyageurs, et sous réserve de cession à l'office colonial des changes s'il

s'agit de devises étrangères provenant des encaissements visés aux alinéas *a* et *b* ci-dessus;

e) Importation dans la colonie ou le territoire africain sous mandat de valeurs mobilières et de tous titres de propriété ou de créance n'entrant pas dans la catégorie des moyens de paiement, sous réserve des formalités prévues par l'arrêté du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier si ces valeurs ou ces titres sont introduits par des voyageurs;

f) D'une façon générale, tous rapatriements d'avoirs à l'étranger de toute nature;

TITRE III.

OPÉRATIONS EFFECTUÉES PAR LES PERSONNES CONSIDÉRÉES COMME ÉTRANGÈRES

ART. 7. — Sont prohibées, sans possibilité de dérogation, les opérations suivantes :

a) Vente et achat de devises étrangères à d'autres personnes que l'office colonial des changes, si l'opération est réalisée en France.

b) Opérations de change, de transfert ou de virement entre une colonie ou un territoire africain sous mandat d'une part, et d'autre part la métropole, les pays de protectorat et les autres colonies et territoires africains sous mandat, lorsqu'elles ne sont pas effectuées par l'entremise des banques d'émission des territoires intéressés ou d'intermédiaires agréés, ou par mandats, virements et autres articles d'argent postaux ou télégraphiques.

ART. 8. — Sont prohibées, sauf dérogation spéciale qui doit être demandée pour chaque opération, à l'office colonial des changes, sur formule conforme à l'annexe n° 2, les opérations suivantes :

a) Exportation hors de la colonie ou du territoire africain sous mandat de moyens de paiement, sous réserve des dispositions relatives aux personnes quittant une colonie ou un territoire africain sous mandat (voir article 9, alinéa *b*) ci-dessous);

b) Exportation hors de la colonie ou du territoire africain sous mandat de valeurs mobilières et de tous titres de propriété ou de créance n'entrant pas dans la catégorie des moyens de paiement, sous réserve des transferts d'avoirs étrangers visés à l'article 9, alinéa *a*) ci-dessous;

c) Achat de devises étrangères à l'office colonial des changes pour des motifs autres que les transferts d'avoirs étrangers visés à l'article 9, alinéa *a*) ci-dessous;

d) Vente de biens à l'étranger réalisée en France au profit d'une personne considérée comme française ou (s'il s'agit de valeurs mobilières étrangères) réalisée en bourse en France;

e) Toutes cessions, négociations, importations, exportations ou autres opérations portant sur les matières d'or, telles que ces opérations sont définies par le titre III du décret du 9 septembre 1939 visé ci-dessus. Les dérogations doivent être demandées, pour chaque opération, non à l'office colonial des changes, mais à la banque d'émission, sur formule conforme aux annexes nos 3 et 4.

ART. 9. — Sont autorisées, sous réserve de justifications, les opérations suivantes :

a) Transfert de certains avoirs étrangers.

Peuvent bénéficier d'autorisations de transfert les moyens de paiement en francs, les biens en France,

les valeurs mobilières étrangères se trouvant en France, les titres de propriété ou de créance sur l'étranger se trouvant en France, qui appartiennent à une personne considérée comme étrangère, à condition qu'ils appartiennent à cette personne depuis une date antérieure au 11 septembre 1939 ou qu'ils aient été acquis par elle depuis cette date contre devises étrangères cédées à l'office colonial des changes, ou (s'il s'agit de valeurs mobilières étrangères ou de titres de propriété ou de créance sur l'étranger) qu'ils aient été régulièrement importés par elle en France depuis cette date, ou enfin qu'ils aient été acquis par elle depuis cette date au moyen des revenus ou au moyen des produits de la vente ou du remboursement des avoirs étrangers énumérés ci-dessus.

Les propriétaires des avoirs étrangers énumérés ci-dessus peuvent être autorisés, soit à transférer en devises étrangères ces avoirs ainsi que leurs revenus et le produit de leur vente ou de leur remboursement éventuel, soit à les utiliser pour le règlement de marchandises achetées en France ou le paiement de dettes quelconques dues en France, soit enfin à exporter à l'étranger purement et simplement les avoirs consistant en valeurs mobilières ou titres de propriété ou de créance.

Les demandes sont présentées, pour chaque opération, à l'office colonial des changes, sur formule conforme à l'annexe n° 2, et appuyées des pièces justificatives jugées nécessaires par l'office colonial des changes et établissant que les avoirs remplissent les conditions prévues ci-dessus;

b) Réexportation de moyens de paiement.

Les personnes se rendant hors de la colonie ou du territoire africain sous mandat sont autorisées à emporter des moyens de paiement pour un montant au plus égal à celui qu'elles justifient avoir apporté à leur entrée. Les justifications sont fournies au service des douanes dans les conditions fixées par l'arrêté du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier.

Les personnes qui se trouvaient à la date du 11 septembre 1939 dans la colonie ou le territoire africain sous mandat bénéficient d'un régime transitoire prévu par ledit arrêté.

ART. 10. — Sont autorisées sans justifications, et doivent seulement donner lieu, le cas échéant, à l'accomplissement de certaines formalités, les opérations suivantes :

a) Importation dans la colonie ou le territoire africain sous mandat de moyens de paiement, sous réserve des formalités prévues par l'arrêté du 9 septembre 1939 relatif au contrôle douanier, si ces moyens de paiement sont introduits par des voyageurs;

b) Importations dans la colonie ou le territoire africain sous mandat de valeurs mobilières et de tous titres de propriété ou de créance n'entrant pas dans la catégorie des moyens de paiement, sous réserve, le cas échéant, des mêmes formalités que ci-dessus;

c) D'une façon générale, toute importation dans la colonie ou le territoire africain sous mandat d'avoirs à l'étranger de toute nature;

d) Achat réalisé en France de biens à l'étranger.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

MINISTÈRE DES COLONIES

ANNEXE N° 3

RÈGLEMENTATION DU COMMERCE DE L'OR EN TEMPS DE GUERRE

Demande d'autorisation spéciale { Importation
Exportation

Valable jusqu'au

M.

(Nom, profession et adresse)

Résidence habituelle:

Demande d'autorisation { d'importer } les matières d'or suivantes:
d'exporter:

Pays d'expédition { Pays d'origine
ou pays de destination {

Expéditeur {
ou destinataire {

Nom du transitair: (s'il y a lieu):

Nature des matières d'or {
et titre moyen du lot {

Poids brut (en toutes lettres):

Poids net (en toutes lettres):

Nombre de colis:

Valeur de la marchandise:

Bureau de dédouanement:

Date, signature
et cachet du demandeur.

Avis de la Banque d'émission:

Décision du Ministre des Colonies

A le
Le Ministre des colonies,

MINISTÈRE DES COLONIES

ANNEXE N° 4

RÈGLEMENTATION DU COMMERCE DE L'OR EN TEMPS DE GUERRE

Demande d'autorisation spéciale { Achat
Vente
Dépôt
Nantissement

Valable jusqu'au

M.

(Nom, profession et adresse)

Résidence habituelle:

Demande d'autorisation { d'acheter } les matières suivantes:
d'autorisation { de vendre }
d'autorisation { de déposer }
d'autorisation { de mettre en gage }

Nature des matières d'or:

Titre moyen du lot:

Poids brut (en toutes lettres):

Poids net (en toutes lettres):

Valeur de la marchandise { en monnaies étrangères } au cours de
en francs } au cours de

Acheteur:

Vendeur:

Dépositaire:

Créancier:

(Nom, profession et adresse)

Date, signature
et cachet du demandeur.

Avis de la Banque d'émission:

Décision du Ministre des Colonies

A le
Le Ministre des Colonies,

ARRETE interministériel relatif aux intermédiaires.

LE MINISTRE DES COLONIES, LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939, rendant applicable ledit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret du 9 septembre 1939, fixant les conditions d'application du dit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat;

ARRESENT:

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS SPÉCIALES RELATIVES AUX INTERMÉDIAIRES
AGRÉÉS

ARTICLE PREMIER. — Le présent titre définit les prescriptions auxquelles doivent se conformer les établissements de banque, dits « intermédiaires agréés », spécialement autorisés par décisions conjointes du ministre des colonies et du ministre des finances, en application de l'article 14 du décret du 9 septembre 1939, pour traiter les opérations de change dans chaque colonie ou territoire africain sous mandat.

ART. 2. — Aucune restriction n'est apportée par le présent titre à la faculté pour chaque personne de continuer à traiter avec son banquier habituel, que celui-ci soit ou non un intermédiaire agréé.

Toute opération de change doit être présentée à l'office colonial des changes, par un banquier. Si ce banquier n'est pas un intermédiaire agréé, il agit en qualité de commissionnaire et transmet à un intermédiaire agréé la demande de son client appuyée de toutes les justifications requises. Il a toutefois l'obligation de tenir une comptabilité distincte des opérations dont il assure ainsi la transmission.

ART. 3. — Les intermédiaires agréés ne peuvent traiter que les opérations de change autorisées en vertu du décret-loi du 9 septembre 1939.

Ils doivent exiger de toute personne pour qui ils opèrent :

1° — Pour toute opération, la déclaration de l'identité, de la nationalité, de la résidence habituelle et de l'adresse actuelle du donneur d'ordre;

2° — Pour toute opération autorisée sous réserve de justifications, une autorisation délivrée par l'office colonial des changes ou une attestation d'importation autorisée délivrée par l'autorité compétente; ils peuvent être habilités par l'office colonial des changes à accorder eux-mêmes certaines autorisations dans des cas déterminés;

3° — Pour toute opération prohibée en principe, une dérogation accordée par l'office colonial des changes agissant par délégation ou après autorisation du ministre des colonies.

ART. 4. — Il est interdit aux intermédiaires agréés :

1° — D'effectuer des opérations de change entre eux;

2° — D'effectuer par l'intermédiaire d'une chambre de compensation les versements de francs requis pour l'exécution des opérations de change traitées par eux;

3° — De procéder à des achats ou à des ventes de change à terme ou à livrer, et de se porter contrepartie de telles opérations pour compte de tiers;

4° — De procéder à des achats ou à des ventes de devises étrangères contre d'autres devises étrangères, soit pour leur propre compte, soit pour le compte de tiers.

ART. 5. — Les opérations suivantes doivent être inscrites sur le répertoire dont la tenue est prévue par l'article 15 du décret du 9 septembre 1939 :

1° — Sous réserve des dispositions du paragraphe 2° ci-dessous, les intermédiaires agréés doivent décrire au répertoire chacune des opérations de change visées à l'article 13 du décret du 9 septembre 1939 qu'ils effectuent tant pour le compte de tiers que pour leur compte personnel.

Doivent notamment être inscrites sur ce registre les opérations de négociation ou de transfert en garantie portant sur des titres d'actions et d'obligations et, d'une façon générale, sur tous titres de propriété ou de créance, libellés en monnaies étrangères, lorsque ces opérations ont le caractère d'une opération de change;

2° — Sont simplement inscrites sur le répertoire sous des numéros distincts pour chaque opération, reproduits sur les reçus délivrés aux clients, les opérations de change portant sur :

a) L'encaissement de la valeur des dividendes, intérêts, arrérages et autres produits de tous titres étrangers;

b) L'encaissement de la contrevaletur de tous titres étrangers appelés au remboursement;

c) La vente, la cession, le transfert ou la remise à l'encaissement de toutes devises étrangères; lorsque ces diverses opérations se liquident par la remise de francs aux donneurs d'ordres.

ART. 6. — Les opérations ayant le caractère d'opérations de commission, destinées à procurer du change sous réserve d'encaissement, d'arbitrage, etc., ne donnent pas lieu à inscription au répertoire, sauf de la part de l'intermédiaire agréé qui reçoit effectivement la disponibilité du crédit en devises étrangères. Celui-ci se conforme alors aux dispositions de l'article 5 ci-dessus.

ART. 7. — Le répertoire est divisé en deux parties. Il est conforme, pour chacune de ces parties, aux modèles joints au présent arrêté (annexes 1 et 2). Un registre distinct est affecté à chacune des parties; il peut être lui-même subdivisé suivant les diverses natures d'opérations :

1° — La première partie du répertoire est destinée à enregistrer toutes les opérations qui ont pour résultat de procurer à l'intermédiaire agréé des monnaies ou devises étrangères visées à l'article 13 du décret du 9 septembre 1939 et, d'une façon générale, des sommes payables à l'étranger en monnaie étrangère.

Doivent être notamment inscrites dans la première partie du répertoire les opérations visées à l'article 5, paragraphe 1^{er}, deuxième alinéa ci-dessus;

2° — La deuxième partie du répertoire est destinée à enregistrer toutes les opérations consistant pour l'intermédiaire agréé à délivrer des monnaies ou devises étrangères.

ART. 8. — L'office colonial des changes reçoit chaque jour, en une ou plusieurs fois, et règle, au cours convenu, le montant des acquisitions de change effectuées, sous quelque forme que ce soit, par chaque intermédiaire agréé.

Il délivre à chaque intermédiaire agréé les devises nécessaires, au fur et à mesure des besoins, et au cours convenu.

Toutefois, il a la faculté d'autoriser les intermédiaires agréés à compenser dans certaines limites leurs opérations d'achat et de vente de devises, notamment celles qui intéressent les voyageurs. Il peut autoriser chaque intermédiaire agréé à conserver un certain contingent de billets et de pièces de monnaie étrangères, sous les conditions de contrôle qu'il juge utiles.

ART. 9. — Un relevé détaillé des opérations inscrites au répertoire doit être fourni chaque jour à l'office colonial des changes. Il peut être, soit un duplicata du répertoire conservé par l'intermédiaire agréé, soit un extrait établi conformément aux instructions de l'office colonial des changes.

TITRE II

DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AUX INTERMÉDIAIRES.

ART. 10. — Toute personne physique ou morale se livrant à des opérations de banque quelconques est tenue de fournir à l'office colonial des changes la liste de tous les comptes en francs ouverts sur ses livres à la date de la promulgation du décret-loi du 9 septembre 1939 à des personnes considérées comme étrangères. Cette déclaration doit être produite dans le délai d'un mois à compter de la publication du présent arrêté.

Les mêmes personnes sont tenues d'informer l'office colonial des changes de l'ouverture de tout compte en francs au nom d'une personne considérée comme étrangère, dans le délai d'un mois à compter de l'ouverture de ce nouveau compte.

ART. 11. — Les personnes visées à l'article précédent doivent adresser à l'office colonial des changes, à toute demande de ce dernier, un état détaillé faisant ressortir les opérations suivantes réalisées par leur entremise :

a) Opérations comportant un versement au crédit d'un compte en francs ouvert au nom d'une personne.

considérée comme étrangère, lorsque le versement est effectué par une personne autre que le titulaire, que celle-ci agisse pour son propre compte ou pour celui d'un tiers;

b) Opérations comportant un prélèvement au débit d'un compte en francs ouvert au nom d'une personne considérée comme étrangère, lorsque le prélèvement est effectué au profit d'une personne autre que le titulaire, que celle-ci agisse pour son propre compte ou pour celui d'un tiers.

ART. 12. — On entend par « personnes considérées comme étrangères », pour l'application des articles 10 et 11, les personnes physiques résidant habituellement hors de la métropole et des colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français, et les personnes morales pour leurs établissements hors de la métropole et des colonies, pays de protectorat et territoires africains sous mandat français.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNALD.

ANNEXE N° 1

Répertoire des Opérations de change

PREMIÈRE PARTIE. — Achats de devises étrangères.

I. — Devises achetées directement :

Numéro	Date	Nom, nationalité, résidence habituelle, Adresse actuelle du vendeur	Nature de la devise	Monnaies (1)	Montant	Cours	Equivalent en francs

II. — Devises provenant de négociations à usage de change :

Numéro	Date	Nom, nationalité, résidence habituelle, Adresse actuelle du vendeur	Nature de la négociation	Monnaies (1)	Montant	Cours	Equivalent en francs

(1) Au besoin, tracer des colonnes distinctes par monnaie.

ANNEXE N° 2

Répertoire des Opérations de change

DEUXIÈME PARTIE. — Ventes de devises étrangères

I. — Devises vendues directement :

Numéro	Date	Nom, nationalité, résidence habituelle, Adresse actuelle de l'acheteur	Date de l'autorisation	Nature de la devise	Monnaies (1)	Montant	Cours	Equivalent en francs

II. — Devises cédées en vue de négociations à usage de change :

Numéro	Date	Nom, nationalité, résidence habituelle, Adresse actuelle de l'acheteur	Date de l'autorisation	Nature de la négociation	Monnaies (1)	Montant	Cours	Equivalent en francs

(1) Au besoin, tracer des colonnes distinctes par monnaie.

ARRETE interministériel relatif au contrôle douanier.

LE MINISTRE DES COLONIES, LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939, rendant applicable ledit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret du 9 septembre 1939, fixant les conditions d'application dudit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat;

ARRENTENT :

ARTICLE PREMIER. — A la sortie d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat, toute personne, quelles que soient sa nationalité et sa résidence habituelle, doit fournir au service des douanes une déclaration des moyens de paiement, des valeurs mobilières et des titres de propriété ou de créance qu'elle emporte.

Cette déclaration, établie conformément au modèle joint au présent arrêté (annexe 1) et signée par le déclarant, est contrôlée par le service des douanes.

ART. 2. — Sont considérés comme moyens de paiement, pour l'application du présent arrêté, les pièces de monnaie françaises, coloniales ou étrangères, les billets de banque français, coloniaux ou étrangers, les chèques, lettres de crédit, traites, effets, coupons, arrérages, droits de souscription et toutes autres créances à vue ou à court terme de même nature, quelle que soit la monnaie dans laquelle ils sont libellés.

ART. 3. — Les personnes, quelle que soit leur nationalité, résidant habituellement dans une colonie ou un territoire africain sous mandat, ne peuvent, à leur sortie de cette colonie ou de ce territoire, emporter des moyens de paiement, des valeurs mobilières et des titres de propriété ou de créance que si elles sont munies à cet effet d'une autorisation spéciale de l'office colonial des changes délivrée conformément au modèle joint au présent arrêté (annexe 3).

ART. 4. — Sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 6 et sauf autorisation spéciale de l'office colonial des changes, délivrée conformément au modèle joint au présent arrêté (annexe 3), les personnes, quelle que soit leur nationalité, résidant habituellement hors d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat, ne peuvent, à leur sortie de cette colonie ou de ce territoire, emporter des moyens de paiement que pour un montant total au plus égal au montant des moyens de paiement qu'elles justifient avoir importé à leur entrée.

Elles ne peuvent emporter des valeurs mobilières, de titres de propriété ou de créance, que si elles sont munies à cet effet d'une autorisation spéciale de l'office colonial des changes délivrée conformément au modèle joint au présent arrêté (annexe 3).

ART. 5. — A l'entrée dans une colonie ou un territoire africain sous mandat, toute personne, quelles que soient sa nationalité et sa résidence habituelle, doit fournir au service des douanes une déclaration des moyens de paiement, des valeurs mobilières et des titres de propriété ou de créance qu'elle importe.

Cette déclaration, établie conformément au modèle joint au présent arrêté (annexe 2) et signée par le déclarant, est contrôlée par le service des douanes.

Après vérification par ce service, la déclaration revêtue d'un visa est restituée au déclarant. Cette déclaration est admise en qualité de preuve par le service des douanes pour l'application de l'article 4 ci-dessus.

ART. 6. — A titre transitoire, et par dérogation à l'article 4 ci-dessus, les personnes, quelle que soit leur nationalité, résidant habituellement hors d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat, qui se trouvaient à la date du 11 septembre 1939 dans cette colonie ou ce territoire, peuvent emporter, sans justification, des moyens de paiement à concurrence d'un montant ne dépassant pas au total 5.000 francs.

Si elles justifient qu'elles possédaient dans la colonie ou le territoire africain sous mandat, à la date du 11 septembre 1939 des moyens de paiement pour un montant supérieur de 5.000 francs, elles peuvent être autorisées par l'office colonial des

changes à emporter des moyens de paiement pour le montant ainsi justifié, dans un délai qui ne pourra excéder six mois à compter de leur arrivée. La justification peut résulter, soit de la production de talons ou formules de chèques et lettres de crédit, soit de reçus, bordereaux, etc., émanant d'une banque connue en France ou à l'étranger, et constatant des opérations effectuées en monnaies françaises ou étrangères. Les autorisations délivrées sont conformes au modèle joint au présent arrêté (annexe 3).

ART. 7. — Si, la sortie d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat, les moyens de paiement dont les déclarants sont porteurs dépassent les montants autorisés, et à condition qu'ils aient été régulièrement déclarés, les moyens de paiement correspondant à l'excédent sont constitués en dépôt dans la caisse du receveur des douanes contre remise d'un reçu. Ils peuvent être, soit restitués à l'intéressé lui-même lors de son retour, soit remis, sur instructions écrites du déclarant, à ses frais et contre restitution du reçu, à une banque de son choix ayant son siège dans la colonie ou le territoire africain sous mandat.

ART. 8. — Toute absence de déclaration ou toute inexactitude relevée dans les énonciations de cette dernière tant à l'entrée qu'à la sortie donne lieu à l'application des pénalités prévues à l'article 4 du décret-loi du 9 septembre 1939.

ART. 9. — Toute exportation hors d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat de moyens de paiement, valeurs mobilières et titres de propriété ou de créance faite sous une autre forme que celle prévue aux articles 3, 4 et 6, et notamment sous forme d'envois postaux, est subordonnée à une autorisation spéciale de l'office colonial des changes délivrée conformément au modèle joint au présent arrêté (annexe 3). Cette autorisation doit être présentée par l'exportateur au service des douanes ou au service des postes suivant le cas.

ART. 10. — Les autorisations de l'office colonial des changes qui doivent être présentées conformément aux articles 3, 4, 6 et 9 sont retenues par le service des douanes, ou le cas échéant par le service des postes.

ART. 11. — Les déclarants doivent, dans les déclarations prévues aux articles 1^{er} et 5, indiquer qu'ils ne sont pas porteurs de matières d'or (lingots, barres et pièces de monnaies). Ils doivent, dans le cas contraire, présenter l'autorisation du ministre des colonies prévue à l'article 1^{er} du décret du 9 septembre 1939.

Toute importation ou exportation et toute tentative d'importation ou d'exportation de matières d'or sans autorisation du ministre des colonies donnent lieu à l'application des sanctions prévues à l'article 4 du décret-loi du 9 septembre 1939 et à la saisie des matières.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

MINISTÈRE DES COLONIES

ANNEXE N° 1

MODÈLE A

Prohibition ou réglementation en temps de guerre
de l'exportation des capitaux, des opérations de change
et du commerce de l'or.

DÉCLARATION A LA SORTIE

(d'une colonie ou d'un territoire africain sous mandat)

Je soussigné (nom et prénoms) :

résidence habituelle :
 passeport n° ; nationalité :
 déclare, sous les peines prévues par la
 loi, exporter les moyens de paiement,
 valeurs mobilières et titres de pro-
 priété ou de créance, énumérés ci-
 dessous, et n'être pas porteur de ma-
 tières d'or (lingots, barres et pièces de
 monnaie).

CADRE RÉSERVÉ
AU
SERVICE DES DOUANES

Nous, sous-signé, employé
des Douanes, déclarons avoir
procédé ce jour à la vérifica-
tion des énonciations ci-
contre et avoir reconnu :

NUMÉRAIRE	MONTANT EN CHIFFRES	MONTANT EN LETTRES
Francs français
Monnaies étrangères

Autres moyens de paiement (chèques,
lettres de crédit, traites, effets, cou-
pons, etc., libellés en monnaie fran-
çaise ou étrangère).

DESCRIPTION	MONTANT EN CHIFFRES (avec indication de la monnaie)	MONTANT EN LETTRES (avec indication de la monnaie)
.....
.....

Valeurs mobilières et titres de pro-
priété ou de créance.

Description détaillée :

Signature :

Cachet
du bureau
des
Douanes

A le

Signature :

MINISTÈRE DES COLONIES

ANNEXE N° 2

MODÈLE A

Prohibition ou réglementation en temps de guerre
de l'exportation des capitaux, des opérations de change
et du commerce de l'or.

DÉCLARATION A L'ENTRÉE

(dans une colonie ou un territoire africain sous mandat)

Je soussigné (nom et prénoms) :

résidence habituelle :
 passeport n° ; nationalité :
 déclare, sous les peines prévues par la
 loi, importer les moyens de paiement,
 valeurs mobilières et titres de pro-
 priété ou de créance énumérés ci-
 dessous, et n'être pas porteur de ma-
 tières d'or (lingots, barres, pièces de
 monnaie).

CADRE RÉSERVÉ
AU
SERVICE DES DOUANES

Nous, sous-signé, employé
des Douanes, déclarons avoir
procédé ce jour à la vérifica-
tion des énonciations ci-
contre et avoir reconnu :

NUMÉRAIRE	MONTANT EN CHIFFRES	MONTANT EN LETTRES
Francs français
Monnaies étrangères

Autres moyens de paiement (chèques,
lettres de crédit, traites, effets, cou-
pons, etc., libellés en monnaie fran-
çaise ou étrangère).

DESCRIPTION	MONTANT EN CHIFFRES (avec indication de la monnaie)	MONTANT EN LETTRES (avec indication de la monnaie)
.....
.....

Valeurs mobilières et titres de pro-
priété ou de créance.

Description détaillée :

Signature :

Cachet
du bureau
des
Douanes

A le

Signature :

ANNEXE N° 3

Volant n°

OFFICE COLONIAL DES CHANGES

M.

(Nom ou raison sociale)

Profession :

Résidence habituelle :

Adresse actuelle :

est autorisé à

Autorisation valable jusqu'au

Date

Signature et cachet :

Cette autorisation doit être remise au moment du passage à la douane, visée par elle et retournée par elle à l'Office colonial des changes.

Visa de la Douane : A, le

Signature et cachet :

DECRET relatif au règlement des importations et des exportations en temps de guerre.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret-loi du 9 septembre 1939, prohibant ou réglementant en temps de guerre, l'exportation des capitaux, les opérations de change et le commerce de l'or;

Vu le décret du 9 septembre 1939, rendant applicable le dit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret du 9 septembre 1939, fixant les conditions d'application dudit décret-loi aux colonies et territoires africains sous mandat;

Vu le décret réglementant l'importation des marchandises de toutes origines et de toutes provenances, et l'arrêté fixant les conditions, d'application dudit décret;

Sur le rapport du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, du ministre de l'intérieur, du ministre des finances, du ministre du commerce, du ministre des travaux publics et du ministre des colonies;

Le conseil des ministres entendu;

DECRETE :

TITRE PREMIER

RÈGLEMENT DES IMPORTATIONS

ARTICLE PREMIER. — Toute importation de marchandises étrangères est subordonnée à l'établissement préalable d'un certificat attestant :

Soit que la délivrance des devises étrangères nécessaires au règlement de cette importation est autorisée;

Soit que, suivant déclaration de l'importateur, l'importation ne nécessite aucun règlement en devises étrangères.

Le certificat est établi pour chaque opération, en même temps et par le même service que l'autorisation d'importation prévue par l'article 2 de l'arrêté du 9 septembre 1939, fixant les conditions d'applica-

tion du décret du 9 septembre 1939, réglementant l'importation des marchandises de toutes origines et de toutes provenances.

ART. 2. — Lorsque des devises étrangères sont nécessaires au règlement d'une importation, ces devises ne sont délivrées à l'importateur par l'office des changes qu'au vu du certificat prévu à l'article précédent. L'importateur doit en outre fournir à l'office des changes toutes justifications jugées utiles par ce dernier sur le montant des devises étrangères demandées ou délivrées. Il est tenu de rapporter à l'office des changes, le cas échéant, les devises délivrées d'avance dont l'emploi ne serait pas justifié.

ART. 3. — A titre transitoire, ne sont pas subordonnées à l'établissement du certificat prévu à l'article premier ci-dessus :

1° — Les importations pour lesquelles l'autorisation d'importation prévue par l'article 2 de l'arrêté du 9 septembre 1939 visé ci-dessus a été délivrée antérieurement à la date du 9 septembre 1939;

2° — Les importations qui, aux termes de l'article premier dudit arrêté, peuvent, à titre transitoire, être effectuées sans délivrance de l'autorisation d'importation.

Lorsque des devises étrangères sont nécessaires au règlement des importations visées au présent article, ces devises sont délivrées à l'importateur par l'office des changes moyennant présentation de toutes justifications jugées utiles par ce dernier pour prouver la réalité de l'opération.

L'importateur doit en outre fournir à l'office des changes toutes justifications jugées utiles par ce dernier sur le montant des devises étrangères demandées ou délivrées.

Il doit, après réalisation de l'importation, fournir la preuve de cette dernière par la production d'un certificat d'importation établi par le service des douanes. Il est tenu de rapporter à l'office des changes, le cas échéant, les devises délivrées d'avance dont l'emploi ne serait pas justifié.

ART. 4. — Lorsque les devises étrangères sont nécessaires au règlement d'importations réalisées antérieurement à la date du 11 septembre 1939 elles sont délivrées à l'importateur par l'office des changes moyennant présentation de toutes justifications jugées utiles par ce dernier au sujet de l'existence et du montant de la dette.

TITRE II

RÈGLEMENT DES EXPORTATIONS

ART. 5. — Toute exportation de marchandises à destination de l'étranger est subordonnée à la souscription par l'exportateur :

Si le règlement de l'exportation doit être effectué en tout ou partie en devises étrangères, d'un engagement de céder ces devises à l'office des changes dans un délai qui est, en principe, d'un mois à compter de leur encaissement;

Si le règlement de l'exportation doit être effectué en tout ou en partie en francs, d'un engagement de n'accepter en paiement que des avoirs étrangers en francs dont l'utilisation à l'achat de marchandises françaises aura été préalablement autorisé par l'office des changes.

ART. 6. — Les exportateurs sont tenus de fournir à l'office des changes toutes justifications jugées utiles par ce dernier sur le montant des sommes reçues par eux en paiement.

TITRE III

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 7. — Le présent décret est applicable à l'Algérie pour ses échanges avec l'étranger. La banque de l'Algérie est le représentant en Algérie de l'office des changes.

ART. 8. — Le présent décret est applicable aux colonies et territoires africains sous mandat pour leurs échanges avec l'étranger. Les attributions de l'office des changes sont confiées, dans les colonies et territoires africains sous mandat, aux offices coloniaux des changes. L'établissement des certificats visés à l'article 1^{er} ci-dessus est assuré, dans chaque colonie ou territoire africain sous mandat, par le service qui sera désigné par le ministre des colonies.

ART. 9. — Les règlements commerciaux entre la métropole, l'Algérie, les colonies et les territoires africains sous mandat, ainsi que les règlements commerciaux avec la Tunisie et le Maroc, ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret.

Il en sera de même des règlements commerciaux avec la Syrie et le Liban aussitôt que des dispositions analogues à celles de la loi visée ci-dessus auront été rendues exécutoires en Syrie et au Liban.

ART. 10. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, le ministre de l'intérieur, le ministre des finances, le ministre du commerce, le ministre des travaux publics et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret.

Fait à Paris, le 9 septembre 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

*Le président du conseil,
ministre de la défense nationale
et de la guerre,*

Edouard DALADIER.

Le ministre de l'intérieur,
Albert SARRAUT.

Le ministre des finances,
Paul REYNAUD.

Le ministre du commerce,
GENTIN.

Le ministre des travaux publics,
A. DE MONZIE.

Le ministre des colonies,
Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

ARRETE N° 2844 C. M. portant rappel sous les drapeaux des réservistes indigènes de la 2^e portion des classes 1937-1938-1939.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,
COMMANDEUR DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du gouvernement général de l'A. O. F.;

Vu le décret du 29 mars 1933, sur le recrutement des troupes indigènes en A. O. F.;

Vu les prescriptions du ministre des colonies;

Sur la proposition du général commandant supérieur des troupes de l'A. O. F.;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les réservistes indigènes de la 2^e portion des classes 1937, 1938, 1939 sont rappelés sous les drapeaux.

ART. 2. — Les chefs de colonies ou de territoires échelonneront les rappels, après accord avec les commandants militaires de façon à incorporer progressivement le maximum de réservistes pouvant être hébergés et instruits.

ART. 3. — Le général de corps d'armée commandant supérieur des troupes, les gouverneurs des colonies, le gouverneur administrateur de la circonscription de Dakar, le gouverneur commissaire de la République au Togo sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera publié suivant la procédure d'urgence et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 12 septembre 1939.

CAYLA.